

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20251215-DEC-DAEN1323 DU - 9 JAN. 2026
PORTANT LA MISE À JOUR DES SEUILS DE PRÉLÈVEMENT EN EAU SOUTERRAINE DE LA
SOCIÉTÉ SPIT- ROUTE DE LYON – BOURG-LES -VALENCE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier les articles L.181-14 et L.511-1 ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme,
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 19 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2472 en date du 11 juillet 1994 autorisant la société SPIT à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de BOURG-LES-VALENCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral cadre n°26-2023-04-07-00012 en date du 7 avril 2023 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme ;
- VU** le rapport de l'inspection réalisée le 8 novembre 2024 sur le site de la société SPIT, route de Lyon à BOURG-LES-VALENCE (26) ;
- VU** le rapport de l'inspection réalisée le 5 décembre 2025 sur le site de la société SPIT, route de Lyon à BOURG-LES-VALENCE (26) ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire présenté à l'exploitant par courrier du 16 décembre 2025 ;
- VU** l'absence d'observations du pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire.

CONSIDÉRANT que le prélèvement en eau souterraine impacte la masse d'eau référencée 521AR00 dénommée « Alluvions ancienne de la Plaine de Valence » ;

CONSIDÉRANT que la situation de stress hydrique du bassin versant de la Plaine de Valence a évolué depuis la prise de l'arrêté préfectoral n°2472 ;

CONSIDÉRANT que cette situation de stress hydrique du bassin versant de la Plaine de Valence nécessite de réviser les seuils de prélèvement autorisés ;

CONSIDÉRANT que des travaux visant à réduire les prélèvements seront réalisés en deux phases en 2026 puis en 2027 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - Modification des prescriptions antérieures et nouvelles prescriptions

Article 1.1 : Modifications des prescriptions antérieures

Le premier alinéa du point 5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2472 du 11 juillet 1994 est abrogé et remplacé respectivement par les articles 1.2 et 1.3 du présent arrêté.

Article 1.2 : Loi sur l'eau

Le présent arrêté vaut :

- déclaration au titre de la loi sur l'eau pour la rubrique 1.1.1.0 : Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau ;
- autorisation jusqu'au 31 décembre 2026 puis déclaration à partir du 1^{er} janvier 2027 pour la rubrique 1.1.2.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.

Article 1.3 : Points et conditions de prélèvement

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, ou au maintien impérieux des utilités nécessaires à la sécurité des installations sont autorisés dans les quantités suivantes :

- **jusqu'au 31 décembre 2026 :**

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)	Prélèvement horaire maximal (m³/h)
Eau souterraine	Alluvions anciennes de la plaine de Valence	DG 146	300000	55 m³/h
Alimentation en Eau Potable (AEP)	Ville de Valence	S. O.	3000	/

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

La répartition suivant les puits de prélèvement respecte les valeurs suivantes :

Puits	Utilité	Prélèvement horaire maximal (m ³ /h)
Puits n°1	PAC bâtiment industriel	30 m ³ /h
Puits n°2	Process	10 m ³ /h
Puits n°3	Process	10 m ³ /h
Puits n°4	PAC restaurant administratif	5 m ³ /h

- **À partir du 1^{er} janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2027 :**

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)	Prélèvement horaire maximal (m ³ /h)
Eau souterraine	Alluvions anciennes de la plaine de Valence	DG 146	199999	40 m ³ /h
Alimentation en Eau Potable (AEP)	Ville de Valence	S.O.	3000	/

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

La répartition suivant les puits de prélèvement respecte les valeurs suivantes :

Puits	Utilité	Prélèvement horaire maximal (m ³ /h)
Puits n°1	PAC bâtiment industriel	15 m ³ /h
Puits n°2	Process	10 m ³ /h
Puits n°3	Process	10 m ³ /h
Puits n°4	PAC restaurant administratif	5 m ³ /h

- **À partir du 1^{er} janvier 2028 :**

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)	Prélèvement horaire maximal (m ³ /h)
Eau souterraine	Alluvions anciennes de la plaine de Valence	DG 146	100000	25 m ³ /h
Alimentation en Eau Potable (AEP)	Ville de Valence	S. O.	3000	/

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

La répartition suivant les puits de prélèvement respecte les valeurs suivantes :

Puits	Utilité	Prélèvement horaire maximal (m ³ /h)
Puits n°1	PAC bâtiment industriel	/
Puits n°2	Process	10 m ³ /h
Puits n°3	Process	10 m ³ /h
Puits n°4	PAC restaurant administratif	5 m ³ /h

Le dispositif de mesure totalisateur est relevé hebdomadairement.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est mis à jour annuellement.

Ce plan de sobriété hydrique comporte :

- un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés ;
- un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière ;
- les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place :
 - d'une part dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse ;
 - d'autre part, de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

Les actions de plan de sobriété hydrique seront mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

TITRE 2 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 2.1

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de BOURG-LES-VALENCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de BOURG-LES-VALENCE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3 Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de BOURG-LES-VALENCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 9 JAN. 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU